

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 11 Octobre 2026 N° 531 PRIX : 100 FCFA

- **Sommaire au verso**

Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Travailleurs, les patrons nous font la guerre pour leurs profits. Préparons la révolution pour renverser leur système !

Pages 3-8 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ Jiangsu Zhenhuai PK 25 : la lutte continue !
- ▶ SEG : Seul le rapport des forces compte !
- ▶ SEG Bonoua : Les travailleurs ont fait reculer le patron
- ▶ SATOCI : volé de ses cotisations cnps !
- ▶ AMI : Un patron qui se croit fort

LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Les autorités méprisent les pauvres
- ▶ La poudrière du foncier rural
- ▶ Sa pauvreté lui a coûté la vie
- ▶ Le gouvernement n'a que faire des sans-logis et des enfants sans école
- ▶ Une triste réalité
- ▶ Bediala : Les corps habillés à l'œuvre
- ▶ L'obscurantisme tue
- ▶ La barbarie à l'œuvre

DANS LE MONDE

Page 9

- ▶ Travailleurs de Guinée et de Côte d'Ivoire : Même patron, même combat

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 25 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO
BP 20029
93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

TRAVAILLEURS, LES PATRONS NOUS FONT LA GUERRE POUR LEURS PROFITS. PRÉPARONS LA RÉVOLUTION POUR RENVERSER LEUR SYSTÈME !

Pour fait de grève, des ouvriers du bâtiment de Jiangsu Zhenhuai au PK25 sur l'autoroute du nord à Yopougon, ont été pourchassés et frappés par des policiers et des gendarmes puis embarqués au poste de police et enfermés à la Maca ; certains ont été ensuite licenciés.

Dans cette entreprise, les ouvriers effectuent des journées de 10h payées 4000 Fr ; ils sont obligés de travailler tous les jours, y compris les samedis et dimanches ; ils n'ont ni bulletin de paie, ni le moindre équipement de protection.

Aussitôt la grève déclenchée et le chantier bloqué, les policiers et les gendarmes sont venus réprimer les travailleurs en lutte. Ceux-ci ont été traités comme des criminels alors qu'ils n'ont fait que défendre leurs droits élémentaires. Ils sont pour la plupart des pères de famille qui sacrifient leur vie pour une bouchée de pain. Leurs salaires sont tellement dérisoires que beaucoup d'entre eux dorment sur le chantier, quand ils ne logent pas dans des taudis infects à plusieurs, loués à proximité du chantier, afin d'économiser le maximum d'argent pour leur famille. Ils sont de toutes les ethnies et de toutes les régions. Certains viennent de plus loin, du Togo, du Ghana, du Bénin et vivent parmi nous depuis plusieurs années voire plusieurs générations. Tous ensemble, ils ont relevé la tête et fait la grève pour contraindre leur patron à respecter leurs droits. Même si cette première mobilisation importante n'a pas permis d'obtenir les revendications escomptées, leur combat n'est pas pour autant terminé, ils pourront s'appuyer sur cette expérience pour être encore plus forts demain.

Ce combat peut aussi servir d'étincelle sur d'autres chantiers environnant ou dans des entreprises de la zone industrielle car les travailleurs subissent partout l'exploitation et le mépris patronal. Ainsi, par exemple, sur le chantier SEG au Plateau à Abidjan, certains travailleurs sont payés à 4500 Fr pour 12 heures de travail, de nuit comme de jour. Malgré leurs nombreuses mobilisations et grèves, ils n'ont obtenu jusqu'à présent qu'une augmentation journalière de 300 Fr alors qu'ils exigent 5000 Fr de plus par jour.

Dans la zone industrielle de Yopougon, chez Darling, les ouvrières sont réduites à travailler 3 jours par semaine, pour un salaire de misère et des conditions de travail dignes des travaux forcés. C'est la même exploitation à Dream Cosmetics, Nutri, Aya, Filtisac, Solibra, et même dans les CHU et les écoles.

Le mécontentement existe partout, mais la colère est souvent retenue à cause de la peur de perdre son travail ou de la répression policière. Et quand les travailleurs, malgré tous ces obstacles, se mettent en grève, leurs luttes restent le plus souvent isolées les unes des autres, et les patrons, avec la complicité des autorités politiques et parfois de la bureaucratie syndicale, s'en sortent à bon compte.

Dans cette société capitaliste, il n'y a pas d'avenir radieux pour les travailleurs, la seule place qui leur est accordée c'est celle d'être de la chair à exploiter. Il en sera ainsi tant qu'existera le système capitaliste, mais il ne disparaîtra pas tout seul car la classe sociale qui profite de ce système (c'est-à-dire la bourgeoisie) le défendra becs et ongles. Elle a à son service tout l'appareil d'État (armée, police, justice et tant d'autres institutions). Mais l'histoire du mouvement ouvrier a déjà montré que la classe ouvrière a aussi les moyens de renverser la classe exploiteuse et de prendre en main son destin et celle de toute la société lorsqu'elle est organisée et déterminée à en finir avec la domination de la bourgeoisie.

Cette classe ouvrière existe en Côte d'Ivoire, elle est nombreuse et présente dans tous les secteurs économiques. Son nombre et son rôle clé dans la production des richesses ainsi que ses liens avec les populations des quartiers pauvres et la petite paysannerie sont autant d'atouts qui peuvent lui permettre non seulement de se défendre contre la classe capitaliste mais de la renverser, et de bâtir un État qui sera dirigé par les travailleurs en armes. C'est le seul moyen d'en finir avec le règne de la bourgeoisie et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le système capitaliste mène l'humanité vers la guerre, l'aggravation de la misère et la dévastation de la planète. Un autre monde est possible mais seule la classe ouvrière organisée mondialement peut le bâtir. Cela passera nécessairement par la création d'une organisation politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire un parti communiste révolutionnaire et internationaliste. Voilà pourquoi, il est impératif que les travailleurs, partout où ils se trouvent, œuvrent à la construction d'un tel parti et lèvent le drapeau rouge de la révolution prolétarienne.

Le quotidien des travailleurs

JIANGSU ZHENHUAI PK 25 : LA LUTTE CONTINUE !

Le 08 septembre 2026, les travailleurs ont fait front face à la centaine de policiers venus au secours du patron sur le chantier. Il y a eût neuf travailleurs interpellés. Parmi eux, cinq ont été détenus à la brigade d'Anyama et quatre conduits au parquet de Yopougon pour finir à la MACA et relâchés deux semaines plus tard. Tandis que les autres ont été relâchés trois jours après la grève.

Avant que tous les travailleurs ne soient libérés, un petit chef représentant le patron, avec l'appui d'un commissaire de police, a tenté de marchander cette libération. Il a contraint un représentant des travailleurs à signer un engagement écrit au

nom de l'ensemble des travailleurs, stipulant leur renoncement à tous les arriérés que le patron leur doit, en contrepartie de la libération de leurs camarades arrêtés.

Manque de bol pour ce patron, une fois leurs camarades libérés, les travailleurs ont dit qu'ils ne reconnaissent pas un tel engagement et qu'ils maintenaient leurs revendications. Suite à une nouvelle mobilisation, une délégation de six représentants des travailleurs a été reçue à l'Inspection du travail. Ils sont sortis plus motivés pour remobiliser leurs camarades de travail et continuer la lutte, sans laquelle rien de bon ne sortira.

SEG : SEUL LE RAPPORT DE FORCES COMPTE !

Comme tous les chantiers du bâtiment, les travailleurs de SEG sont considérés comme de la main-d'œuvre bon marché et corvéable à merci. Les conditions de travail sont telles que les accidents, y compris mortels, sont courants. Peu importe aux propriétaires de cette entreprise que des travailleurs meurent, ça ne leur coûte pas grand-chose et surtout ils n'ont rien à craindre de la justice. Quand le chantier tire vers sa fin, les ouvriers sont jetés à la porte, c'est le cas actuellement.

Plusieurs fois, les travailleurs se sont mobilisés et ont fait des arrêts de travail et même des grèves, mais ces luttes n'ont pas donné les résultats escomptés. À chaque fois le patron a réussi à s'en sortir en cédant quelques misérables miettes ici et là,

y compris en délivrant des contrats de travail ou des *CDI* bidons qui ne valent pas plus que le poids du papier sur lesquels ils ont été imprimés. Cela permet tout au plus à la direction de diviser les travailleurs en autant de catégories et niveaux pour les affaiblir lors des prochaines luttes qu'ils auraient à mener. D'ailleurs, l'entreprise a déjà commencé à licencier les travailleurs considérés comme les plus remuants de son chantier de la Riviera Bonoumin à Cocody.

Sauf que les travailleurs au nombre d'un millier répartis sur 4 ou 5 chantiers sont capables de faire ravalier au patron tout son mépris, s'ils trouvent la force et la solidarité nécessaire pour lui faire cracher tous les arriérés de salaires qu'il leur doit.

SEG BONOUA : LES TRAVAILLEURS ONT FAIT RECULER LE PATRON

Le lundi 5 septembre, les travailleurs du chantier de Bonoua ont marqué un arrêt de travail pour dénoncer les mauvaises conditions de travail, surtout le manque d'eau potable sur le chantier.

En effet, depuis le début des travaux, les travailleurs ont toujours été confrontés aux multiples problèmes dont celui de l'eau potable. Ils sont obligés de sortir du chantier pour aller chercher de l'eau à boire ; ils puisent l'eau dans les caniveaux pour se nettoyer après le travail. La direction a

maintes fois promis de résoudre ce problème, mais une fois le dos tourné ce n'est plus sa préoccupation.

En ayant mare d'être considérés comme des bêtes de somme, les travailleurs ont fini par bloquer le chantier. Les petits chefs les ont menacés en vain et puis ils ont saisi la direction à Abidjan. Celle-ci a rapidement envoyé un responsable sur place et comme par magie, les travaux pour faire venir l'eau qui étaient jusque-là impossibles ont été aussitôt réalisés.

SATOCI : VOLÉ DE SES COTISATIONS CNPS !

La Société Africaine de Transformation de la Ouate de Cellulose Industrielle (SATOCI) est une entreprise de la zone industrielle de Yopougon. Elle est spécialisée dans la production de biscuits, de papiers, mouchoirs, rouleaux d'emballage en aluminium, etc. Elle compte plusieurs centaines de travailleurs. Ceux-ci passent une grande partie de leur vie en tant que journalier ou contractuel. Il arrive même qu'on coupe de leur salaire la cotisation

pour la Cnps depuis des années sans qu'ils le sachent. Ce qui signifie qu'on a prélevé les cotisations Cnps sur leur salaire alors que pour cette caisse ces travailleurs n'existent pas.

C'est la même situation dans de nombreuses entreprises. Ce qui est sûr c'est que l'argent prélevé sur le salaire des travailleurs n'est pas perdu pour tout le monde. C'est un vol de plus sur leurs dos.

AMI : UN PATRON QUI SE CROIT FORT (Témoignage)

«Abidjan Multi Industrie (AMI) est spécialisée dans la construction métallique. Nous sommes une centaine de travailleurs et faisons de la soudure sur toutes sortes de métal. Tout dernièrement, le patron nous apprend qu'une commande est revenue parce que les dimensions n'étaient pas bonnes. Il ne nous donne pas plus de précision mais il a utilisé ça comme prétexte pour nous obliger à rester travailler jusqu'à 21h durant toute la semaine, et même de travailler samedi et dimanche jusqu'à 17h sans qu'aucune de ces heures supplémentaires ne soient ni comptabilisées, ni payées. Par peur de perdre notre

gagne-pain, nous tous, tête baissée, avons accepté sa décision. Le seul collègue qui a eu un empêchement ce weekend-là a été jeté dehors sans même recevoir ses droits.

Ce patron évangéliste oblige tous les travailleurs à une séance de prière, tous les lundis matin à la prise de service. C'est lui-même qui dirige la prière. Il prêche que «c'est par le travail qu'on gagne son pain», mais omet de préciser que c'est l'ouvrier qui travaille et produit les richesses pour une bouchée de pain, tandis que lui, le patron, n'est qu'un parasite qui s'enrichit de la sueur et du sang des autres ».

Leur Société

LES AUTORITÉS MÉPRISENT LES PAUVRES



Opération de déguerpissement à Abobo le 1^{er} Octobre.

Depuis quelques jours, la mairie d'Abobo a commencé une opération de déguerpissement aux abords des routes à N'Dotrè, depuis la boulangerie Blé Doré jusqu'à l'échangeur. Les agents de la police municipale ont détruit toutes les installations des commerçants.

Selon les autorités, cette opération s'inscrirait «dans le cadre de la lutte contre le désordre urbain et de la libération du domaine public». Elles disent aux personnes chassées qu'elles n'ont qu'à prendre un magasin ou une place dans les marchés.

Mais qui a les moyens de payer des places aussi chères pour installer sa petite boutique au marché ? Donc le seul choix que les petites gens ont, c'est de se débrouiller sur les bordures des routes pour mener leurs activités et avoir de quoi manger.

Tout ce que les autorités politiques savent faire c'est réprimer les petites gens. Tous les jours il y a un cargo de la police municipale prêt à intervenir. Sauf qu'après le départ des forces de l'ordre le soir à 18h, les petits commerçants reprennent l'espace pour continuer leurs activités. Il faut bien que les gens vivent !

Aujourd'hui, les populations pauvres n'arrivent plus à joindre les deux bouts malgré la soi-disant «croissance» tant vantée dans les médias pro-gouvernementaux. Cette croissance-là est pour les riches, sinon qui aurait envie de se mettre sur les bordures des routes ou se faufiler entre les voitures pour faire du commerce ? Personne !

LA POUDRIÈRE DU FONCIER RURAL

Dans la dernière semaine de septembre s'est tenue à Yamoussoukro un «Forum sur

le foncier et la cohésion sociale en Côte d'Ivoire». Selon le ministre de l'Intérieur et

de la Sécurité, la Côte d'Ivoire a enregistré 4.396 conflits fonciers entre janvier et septembre 2026. Cela aurait touché 2.319 villages et occasionné 16 morts.

Aucune région du pays n'est épargnée, mais celles du Guémon et du Tonkpi, appelées « *nouvelle boucle du cacao* » dans l'ouest montagneux, concentrent à elles seules 35 % des conflits. Certains conflits opposent des particuliers ou des familles, tandis que d'autres prennent une dimension communautaire et peuvent être liés aux délimitations territoriales ou aux rapports entre agriculteurs et éleveurs.

Il y a aussi les conflits qui opposent parfois les communautés rurales aux industriels, notamment aux entreprises minières ou agro-industrielles. C'est ce qui préoccupe avant tout les gros capitalistes et les différentes autorités régionales.

Le mardi 6 octobre, une rencontre des ministres en charge du Foncier et des Finances regroupant plusieurs pays, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Mauritanie, a eu lieu pour discuter de la «*sécurisation du*

foncier pour en faire un levier majeur de l'investissement et de développement en Afrique». En d'autres termes, il s'agit de permettre aux gros rapaces capitalistes de prendre possession de ces terres rurales, mais comme celles-ci sont encore dans le domaine villageois, cela freine les investissements capitalistes. Pour arriver à leur fin, ils espèrent pouvoir mettre en place des structures permettant d'accélérer la délivrance des certificats fonciers et au final permettre la vente et l'exploitation sécurisées des terres. Sauf que cela fait plusieurs décennies que les différents gouvernements qui se sont succédé en Côte d'Ivoire ont tenté de résoudre ce problème, mais jusque-là ils n'y sont pas arrivés malgré l'implication de la Banque Mondiale.

Ce qui est sûr c'est que si demain ces terres rurales tant convoitées devenaient des propriétés capitalistes, les multinationales de l'agro-business ou du minerai ainsi que les grands capitalistes locaux en tireraient des profits encore plus volumineux au détriment des populations pauvres.

SA PAUVRETÉ LUI A COÛTÉ LA VIE (Témoignage)

« *Mon ami vivait à Micao, un quartier ouvrier à proximité de la zone industrielle de Yopougon. Le 29 août, aux environs de 10 heures, il a été victime d'une grave crise nécessitant une prise en charge médicale urgente. Conduit au centre de santé du quartier par son voisin, il n'a malheureusement pas pu être pris en charge, faute d'appareil respiratoire disponible. Il a alors été transféré vers un autre établissement plus important où aucune place n'était disponible. Au CHU de Treichville, la situation était la même : pas de place. Ce n'est finalement que dans la soirée qu'il a été admis au CHU de Cocody. Malheureusement, il est décédé peu après son admission.*

Derrière ce drame, plusieurs questions se posent : combien de temps un patient en

urgence doit-il attendre avant d'avoir accès aux soins ? À qui incombe la responsabilité d'une telle situation ? Aux établissements de santé confrontés au manque de matériel et de places ? Aux responsables chargés de l'organisation du système sanitaire ? Aux pouvoirs publics qui doivent garantir un accès effectif aux soins ? Combien d'autres drames faudra-t-il encore pour que l'accès aux soins d'urgence devienne une véritable priorité ? Cela mérite des réponses. Et surtout des actes».

De toute évidence, c'est un pauvre qui est mort, pas un riche. Autrement dit, la réponse aux questions posées se trouve d'abord là. Nous sommes dans un système capitaliste où tout se monnaie, y compris la vie. Tu n'as pas assez d'argent, alors tu crèves !

LE GOUVERNEMENT N'A QUE FAIRE DES SANS-LOGIS ET DES ENFANTS SANS ÉCOLE (Témoignage)

« Les personnes qui ont été déguerpies dans mon quartier n'ont pas été relogées, abandonnées à leur propre sort. Ne sachant où aller, de nombreuses familles ont occupé provisoirement une école pour s'abriter, en espérant avoir du secours venant du gouvernement. Mais chacun s'en est lavé les mains, aussi bien le maire de la commune que le gouvernement. Quand les médias étaient encore braqués sur eux, des ministres et des hautes personnalités du pays ont apporté quelques vivres et un peu d'argent pour se faire de la publicité à bon

compte.

Maintenant, la rentrée des classes est arrivée, des élèves se sont mobilisés pour demander aux familles de libérer leur école. Mais que faire de ces familles sans logement ? Doivent-elles errer dans la nature avec leurs enfants ? Que faire de ces élèves qui ne peuvent pas étudier ? Sont-ils condamnés à rester chez eux ? Ni le gouvernement ni le maire ne bronchent face à cette situation. Un jour viendra où la révolte leur éclatera à la figure !

UNE TRISTE RÉALITÉ (Témoignage)

« Dosso Karim, étudiant à l'université Alasane Ouattara de Bouaké a trouvé la mort en menant son activité quotidienne de vente de carburant pour vivre et financer ses études.

Le 20 septembre dernier aux environs de 19 heures, deux individus se sont présentés pour acheter du carburant. Après avoir été servis, ils ont refusé de lui payer. C'est ainsi qu'une vive bagarre s'engagea, l'un des deux individus cassa une bouteille et blessa Dosso qui succomba à ses blessures quelques heures plus tard.

Cette triste réalité est le quotidien des enfants de travailleurs, de petits paysans et des populations pauvres. Ils sont obligés de s'adonner à de petits boulots en risquant parfois leur vie afin de se nourrir et financer leurs études, en espérant avoir un poste bien payé dans l'avenir. Mais là encore la réalité est toute autre car le rêve

devient souvent un cauchemar à cause du chômage qui frappe les enfants de pauvres.

À vrai dire, ce ne sont ni les bras, ni les cerveaux qui manquent dans ce pays, si on voulait vraiment satisfaire les besoins vitaux de la population. On pourrait les utiliser pour réaliser des travaux utiles comme des écoles, des logements, des hôpitaux, etc. Le problème c'est que les intérêts des capitalistes et de la majorité de la population sont vraiment opposés. Quant à ceux qui dirigent ce pays, ils ne font que s'agenouiller devant les capitalistes car ils y trouvent aussi leurs comptes. Voilà pourquoi les travailleurs doivent lutter pour la suppression de la propriété privée, du système capitaliste et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Cela permettra demain à la société d'offrir une éducation gratuite et digne de ce nom, et à nos enfants d'atteindre le niveau qu'ils désirent sans risquer leur vie».

BEDIALA : LES CORPS HABILLÉS À L'ŒUVRE

Les enseignants de la région de Daloa ont observé, du 28 au 30 septembre, un arrêt de travail pour protester contre la mort de l'un de leur collègue au corridor de Bédiala.

En effet, la corde qui servait de barrage aux forces de l'ordre a été brusquement levée au

passage de cet enseignant, le projetant de sa moto. La chute lui a été fatale. Apprenant cette nouvelle, les enseignants se sont rendus sur les lieux du drame et ont été gazés et tabassés par les forces de l'ordre. Cette répression a déclenché une grève de trois jours chez les enseignants. Ils exigent que la lu-

mière soit faite sur les circonstances de la mort de leur collègue et protestent contre la brutalité policière à leur égard.

Comprenant que les enseignants étaient vraiment mobilisés et soutenus par les populations de la région, les autorités ont vite fait

d'annoncer qu'une enquête sera faite. Sauf que tout le monde sait ce que peut donner une telle enquête, ce n'est que de la poudre aux yeux. Quant aux barrages sur les routes, ils continueront à proliférer car ce sont des lieux de rackets très appréciés par les corps habillés.

L'OBSCURANTISME TUE

La presse a fait cas de la situation d'une jeune fille de 14 ans accusée de «*sorcellerie*». Elle a été torturée et brûlée aux fesses lors d'une cérémonie de «*désenvoûtement*» à Ahoutoué, dans la région d'Alépé.

C'est une adolescente orpheline qui présente des particularités morphologiques au niveau des oreilles et des pieds, un retard de croissance et quelques problèmes comportementaux. Elle vit avec sa tante maternelle. Elle est accusée d'être à la base de tous les malheurs de sa famille et fait l'objet de stigmatisation et d'accusations de sorcellerie de la part de membres de sa propre famille. C'est ainsi que celle-ci décide de l'envoyer chez une «*guérisseuse*» pour soi-disant la «*désenvoûter*». Là-bas,

elle a été torturée, badigeonnée avec un produit inflammable et ensuite brûlée. La soi-disant cérémonie sadique a continué malgré les cris et les supplications de la petite. Elle n'a eu son salut que grâce à l'intervention du voisinage. Elle s'en est sortie avec les fesses et les hanches brûlées.

Ces croyances d'un autre âge sont maintenues voire propagées intentionnellement par ceux qui profitent de l'ignorance des gens. Dans cette société capitaliste où les populations pauvres sont écrasées par l'exploitation, ça arrange bien les capitalistes que les gens attribuent l'origine de leurs malheurs à des forces surnaturelles ou autres comme la sorcellerie. Les travailleurs doivent combattre ces idées rétrogrades et barbares.

LA BARBARIE À L'ŒUVRE

Un jeune a tué son oncle qu'il accusait de sorcellerie après s'être fait grugé par un prétendu multiplicateur de billets, qui bien entendu, a disparu avec son argent. Mais au lieu de reconnaître sa propre idiotie, il s'en est pris à son oncle.

Ce crime odieux vient s'ajouter à la longue liste des crimes commis contre de prétendus sorciers. Cela fait l'affaire des journaux qui font leur business avec ce genre d'histoires macabres et qui véhiculent en même temps des croyances de toutes sortes.

Croire qu'on peut sortir de la misère en ayant recours aux multiplicateurs de bil-

lets, ou même aux jeux de hasard, peu importe les noms qu'ils prennent (Loto, Bet-clic, 1xbet, PMU, etc.) c'est se faire des illusions. Cela arrange les vendeurs de rêves car pendant qu'eux s'enrichissent sur les dos des pauvres, ceux-ci s'enfoncent davantage dans la misère tout en rêvant de devenir riches un jour.

Dans cette société capitaliste, 1% de la population détient 82% des richesses mondiales. C'est à cette réalité révoltante qu'il faut apporter des réponses. Tant que le monde ne sera pas débarrassé du système capitaliste, les barbaries de tous genres continueront de faire des victimes.

Dans le monde

TRAVAILLEURS DE GUINÉE ET DE CÔTE D'IVOIRE : MÊME PATRON, MÊME COMBAT

Le 28 septembre dernier, les travailleurs de l'entreprise Jiangsu Port Morebaya, un des opérateurs chargeant des minerais sur les bateaux du port de Morebaya (situé à environ 80 kilomètres de la capitale, Conakry) ont débrayé et manifesté pour exiger l'application de la grille salariale officielle que leur employeur ne respecte pas. Par exemple, les manœuvres qui devraient percevoir un salaire mensuel minimum de 1,8 million de francs guinéens (GNF), ne touchent que 1 à 1,2 millions (équivalant à 66 671 francs CFA et 80 004 francs CFA).



Rassemblement à l'entrée du port, devant les militaires.

Cette entreprise est une des nombreuses filiales de la multinationale chinoise « China Jiangsu International Economic and Technical Cooperation Group ». Il en existe une en Côte d'Ivoire, Jiangsu Zhenhuai, dans le secteur du bâtiment. Elle se comporte de la même manière avec ses ouvriers et les envoie en prison lorsqu'ils se mettent en grève. Les forces de l'ordre viennent souvent à son secours.

Dans cette filiale installée en Guinée, le mécontentement qui couvait depuis plusieurs mois a fini par éclater. Les travailleurs avaient d'abord tenté de s'adresser à la préfecture et aux dignitaires locaux pour leur demander d'intervenir en leur faveur auprès de la direction. Mais tous prenaient la défense de l'entreprise et prônaient la

patience aux ouvriers. Mais ces derniers ne voulaient plus attendre. C'est ainsi, que le lundi 28 septembre, une vingtaine de travailleurs se sont réunis sur le parcours des bus reliant les logements des ouvriers à l'entrée du port. Ils ont arrêté les bus et fait descendre leurs collègues, qui les ont rejoints. Une bonne centaine de travailleurs ont ensuite manifesté et crié leurs revendications jusqu'à l'entrée du port.

Rapidement entourés par plusieurs pick-up chargés de militaires, les travailleurs ne se sont pas laissés intimider et sont restés jusqu'à ce qu'une délégation de huit travailleurs soit reçue par la direction. Celle-ci n'a pas lâché grand-chose, les travailleurs ont alors décidé de poursuivre leur grève jusqu'à ce que l'entreprise cède sur leurs revendications qui sont désormais : importantes hausses de salaire, prise en charge médicale pour chaque travailleur et sa famille, primes pour le logement, la nourriture et les transports.

Les travailleurs ont pu se rendre compte que, face au patron, ils ne pouvaient compter ni sur les notables ni sur le gouvernement, mais sur eux-mêmes. Le gouvernement a limogé l'administrateur de la CTG, entreprise mère pour laquelle Jiangsu Port est un sous-traitant, et l'a remplacé par un nouveau tout en promettant l'application du salaire minimum de 1.820.000 GNF, et la mise en place de « l'accord cadre ».

Sur cette première victoire, les travailleurs ont décidé la reprise du travail lundi 5 octobre. Ils ont appris à s'organiser, à se rassembler et à décider collectivement. Ils ont découvert la force de la grève et du collectif. Cela comptera pour leurs prochaines luttes.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Nous estimons indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.